

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

VENDREDI 14 MARS 2014

N° 17.852

## A 9 jours du scrutin

# Des élections sous le coup de la crise

**Les élections municipales font couler beaucoup d'encre, tant en France qu'à La Réunion. Malgré cela, la crise économique et sociale qui touche La Réunion devrait s'aggraver avec la politique gouvernementale actuelle.**

Contrairement à 2008, la situation économique et sociale est d'autant plus inquiétante et aggravée, car la précédente élection arrivait au départ de la crise économique et financière internationale. Cette fois-ci, la crise s'est ancrée en France et à La Réunion, ses effets vont continuer à se faire sentir par les ménages.

### 50 milliards d'économies

Fonctionnaires, salariés, chômeurs, malades, jeunes et moins jeunes participeront à «l'effort» demandé par le gouvernement pour économiser 50 milliards d'euros supplémentaires entre 2015 et 2017, en plus des 15 milliards déjà prévus au budget 2014. Pour ramener le déficit public en dessous de la barre de 3%, fixé par Bruxelles, en 2015, François Hollande a décidé de faire de la limitation de la dépense publique son objectif prioritaire.

Tous les secteurs sont concernés. Par exemple, dans la Fonction publique, Marylise Lebranchu, ministre en charge de la Fonction publique, a réaffirmé le gel de la masse salariale jusqu'en 2017. Cette dernière a d'ailleurs proposé de dé plafonner la cotisation exceptionnelle de solidarité de 1% payée par les fonctionnaires pour financer les allocations de solidarité chômage. D'autres mesures seront mises en avant, mais une chose semble certaine pour l'exécutif, les fonctionnaires vont «affronter un grand moment de rigueur», a indiqué la ministre dans une interview sur RTL.

Dans le secteur de la santé, le déficit de la branche est estimé à 6,1 milliards d'euros. Un domaine où l'Etat souhaite faire des économies. Celles-ci pourraient se faire sur les prix des médicaments ou les tarifs de certaines professions de santé. La dernière mesure basée sur le principe du «tiers-payant contre générique», instaurée mi-2012, a permis d'économiser 250 millions d'euros, au cours des six premiers mois. Elle pourrait être étendue selon la ministre de la Santé, Marysol Touraine.

A La Réunion, comme en France, la loi sur la retraite devrait gonfler les chiffres de la pauvreté. Avec plus de 166.000



Plusieurs décisions ont amené une baisse du pouvoir d'achat. Les produits laitiers sont de plus en plus hors de prix. (Photo Toniox)

demandeurs d'emploi, des milliers de Réunionnais ne pourront pas bénéficier d'une retraite à taux plein. D'autant plus les 60% de jeunes de moins de 25 ans, sans emploi. C'est d'ailleurs sans compter les nombreux dispositifs mis en place pour l'emploi: hausse des contrats aidés, emploi de génération, emploi d'avenir, garantie jeunes, qui n'ont aucun effet réel à long terme sur la courbe du chômage.

### Pauvreté, chômage

La courbe du chômage dans l'île pourrait s'élever avec la menace sur la filière canne, et la mise en danger de 20.000 emplois. En effet, Dacian Ciolos, Commissaire européen à l'Agriculture, avait assuré lors de sa visite à La Réunion de la fin du quota sucrier et donc du prix garanti pour la totalité de la production sucrière réunionnaise, en 2017. Une situation qui va entraîner «la mort» de la filière et la remise en question du métier de planteur à La Réunion. D'autres points sont à l'ordre du jour de ces élections municipales, la pauvreté, la baisse du pouvoir d'achat, et le logement. Aujourd'hui, le parc social est insuffisant pour répondre aux 25.000 demandes de familles ayant droit à un logement social. La pauvreté touche la moitié de la population réunionnaise avec ou sans emploi. La Banque alimen-

taire des Mascareignes dénombre plus de 30.000 familles dépendant de l'aide alimentaire.

Cette pauvreté est en grande partie due aux inégalités de revenu à La Réunion. Certains employés titulaires bénéficient d'une sur-rémunération de 53% en raison de la cherté de la vie. Tandis que d'autres doivent composer avec des revenus sociaux équivalents à ceux de la France, sans prise en compte de la réalité des prix.

### Un 23 mars décisif

Au contexte réunionnais déjà difficile s'ajoute les 116.000 Réunionnais touchés par l'illettrisme. Une situation économique et sociale connue depuis 1946, qui n'a pas été prise en considération par les gouvernements successifs. L'élection municipale pose des défis aux Réunionnais, car avec l'évolution démographique,

les effets extrêmes des changements climatiques, la remise en cause de la filière canne et les conséquences de la mondialisation sur l'économie de l'île, ceux-ci devront être mis sur la table par des élus soucieux du bien être de leurs concitoyens.

Le détail des 50 milliards d'euros d'économies annoncées par François Hollande sera connu le 15 avril, après les élections municipales. Mais à neuf jours du premier tour, plusieurs facteurs ont été relevés en France et à La Réunion. En matière d'emploi, de retraite, de climat et d'économie, le gouvernement est en train de faire peser sur les ménages la dette du pays. Quelle sera alors le choix des électeurs, entre des candidats issus de la majorité présidentielle, qui cautionne la politique gouvernementale et les candidats refusé le système actuel et proposent un autre modèle de développement?

Céline Tabou

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69<sup>e</sup> année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr

SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr

EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr



## Édito

## Crimée : la France mal placée pour donner des leçons

Dans deux jours, les électeurs de la Crimée sont appelés à participer à un référendum d'autodétermination. Un des résultats possibles, c'est l'indépendance vis à vis de l'Ukraine, et la demande de rattachement à la Russie. Les dirigeants occidentaux condamnent la tenue de ce référendum, et Paris figure parmi les plus en pointe dans la dénonciation. Pourtant, la France a déjà procédé de cette façon avec le résultat que tout le monde connaît: des milliers de noyés entre Anjouan et Mayotte.

En effet, selon la loi française, un référendum d'autodétermination a lieu en 1974 dans le Territoire d'Outre-mer des Comores. Il donne un résultat favorable à l'indépendance. Les Comores proclament leur indépendance le 6 juillet 1975. Mais la France dirigée alors par Giscard d'Estaing décide d'organiser un nouveau référendum, en choisissant de compter le résultat île par île. Paris met le paquet à Mayotte pour obtenir un vote favorable au maintien du statu quo.

La France est alors condamnée par l'ONU et les organisations internationales qui considèrent que Mayotte est une île occupée. Depuis, la question de la réintégration de Mayotte dans l'Union des Comores est posée systématiquement à l'ONU, et cela suscite l'indignation des mêmes qui aujourd'hui condamnent les autorités de la Crimée.

Le gouvernement français est donc mal placé pour donner des leçons, surtout que le contexte historique donne à réfléchir. Les Comores ont été une colonie pendant un siècle, la domination française n'était donc qu'une parenthèse dans une histoire d'un millénaire. En Crimée, la présence russe date de la victoire de l'empire des tsars sur les Ottomans au 18<sup>e</sup> siècle. La péninsule était une partie de l'Empire russe, puis de la République de Russie au sein de l'Union soviétique entre 1917 et 1954. C'est à cette date que l'URSS décide d'intégrer la Crimée à l'Ukraine. Cela fait donc seulement une cinquantaine d'années que la Crimée a été détachée de la Russie, ce qui explique pourquoi la population russe y est largement majoritaire.

Si le résultat de dimanche ne répond aux attentes des dirigeants de l'Occident, le gouvernement français saura-t-il faire preuve de retenue en pensant à Mayotte ?

J.B.

## Chine

## Trois axes pour le gouvernement de Xi Jinping

**D**ébuté mercredi 12 février, le 12<sup>e</sup> Comité national de la Conférence consultative politique du Peuple chinois (CCPPC), s'est clôturé, jeudi 13, avec trois axes centraux: la croissance économique, la lutte contre la corruption et la pollution.

La veille de l'ouverture de la session, le président chinois, Xi Jinping, a appelé «à améliorer le système de gouvernance». Déclarant aux ministres et gouverneurs de province, le président chinois a souhaité que l'ensemble du gouvernement trouve «un système stable et efficace pour le développement, le bien-être du peuple et la stabilité à long terme de la société», a indiqué l'agence de presse, Xinhua, lors d'un atelier à l'École du parti du Comité central (CC) du Parti communiste chinois (PCC) sur l'avancement global de la réforme.

Pour sa part, le président chinois a affirmé que pour moderniser le Parti Communiste Chinois, «on doit gouverner d'une manière scientifique, démocratique et légale». «Un système de gouvernance est déterminé par l'histoire, la tradition culturelle, le développement économique ainsi que la volonté du peuple», a indiqué Xi Jinping.

### «Assurer l'emploi»

Le gouvernement prévoit 7,5% de croissance pour cette année, un taux à son plus bas niveau depuis près d'un quart de siècle. Il s'agit là selon Li Keqiang, Premier ministre, d'une indication «souple», en raison d'un contexte international et chinois «plus complexe» que l'an dernier. Le souci principal pour l'administration chinoise est «d'assurer l'emploi, l'amélioration du niveau de vie des gens et des revenus à la ville et à la campagne», a cité l'Agence France Presse, lors de la conférence de Li Keqiang, au Palais du Peuple à Pékin.

Le pays doit créer 10 millions d'emplois urbains par an, pour cela «l'objectif ultime de toutes les réformes est de pleinement dynamiser le marché et la créativité de la société», a-t-il indiqué. Il s'agira de simplifier le système administratif et de décentraliser les compétences du gouvernement pour «assurer que le marché joue pleinement son rôle d'une manière efficace et bien régulée», a-t-il indiqué.

D'autres pistes sont mises en avant comme la réduction de l'impôt sur les micros et petites entreprises, l'approfondissement de la réforme des entreprises d'Etat et le développement de l'économie de propriété mixte.

### «Tolérance zéro» vis à vis de la corruption

«Nous ferons preuve d'une tolérance zéro à l'égard des responsables et des comportements corrompus», et ce «envers qui que ce soit et quelle que soit sa position», affirmé Li Keqiang



La Chine s'engage à lutter contre la pollution qui pose de graves problèmes comme ici à Pékin.

devant la presse chinoise et internationale. Une position du nouveau gouvernement, qui lors du lancement de la campagne anti-corruption, Xi Jinping, lui-même, avait assuré que la corruption est une «menace pour la survie du régime».

«Cette année, nous allons réduire encore l'administration, et déléguer des pouvoirs du gouvernement (central). Nous allons en publier une liste le plus rapidement possible, fixant une limite claire à leur exercice», a assuré Li Keqiang. En effet, depuis plusieurs années, l'abus de pouvoir et la corruption ont été le sujet de tension sociale, de l'expropriation aux frasques des enfants de cadres du parti, la tension est telle contre certains hauts responsables, que le gouvernement a décidé de sévir, rapidement.

Avec la décision de décentraliser, Li Keqiang a assuré que «la corruption est un ennemi naturel du gouvernement et du peuple», raison pour laquelle «nous devons placer l'exercice du pouvoir et l'utilisation des fonds publics sous supervision institutionnelle».

### Lutte contre la pollution

Le vice-ministre de la Protection de l'environnement Wu Xiaoping, a annoncé, samedi 8 février, l'investissement de 817 milliards de dollars dans la protection de l'environnement durant la période du 12<sup>e</sup> plan quinquennal (2011-2015). Une démarche de nouveau mise en avant par le Premier ministre, qui a déclaré «la guerre au smog», cependant cela «ne signifie

### Changement de style

Pour le sinologue Jean Philippe Béja, cité par Le Monde, «On a l'impression d'être face à un fondé de pouvoir, un chef de cabinet, qui met en œuvre les grandes décisions du camarade Xi», en parlant de Li Keqiang. Cela s'explique par le fait que «le pouvoir sous Xi Jinping veut montrer qu'il est capable d'initiatives ambitieuses. Il faut «servir le peuple», s'attaquer aux problèmes concrets – dont ceux de la vie quotidienne, comme le smog par exemple. C'est le principe de la «ligne de masse» chère à Mao et ressuscitée par Xi Jinping: on essaye de récupérer une majorité en faisant des gestes relativement populistes».

pas que nous déclarons la guerre contre la nature mais plutôt que nous allons déclarer la guerre contre notre modèle de croissance et notre mode de vie qui sont inefficaces et non durables».

La pollution dans les grandes villes est un réel sujet de préoccupation, d'autant plus que les smogs se voient à l'œil nu. Pour répondre aux inquiétudes croissantes, le gouvernement a décrété que «les pollueurs qui nuisent à la nature et à la santé humaine seront sévèrement punis». De plus, «les autorités de la surveillance qui ferment les yeux sur les activités polluantes et échouent à remplir leurs devoirs seront tenues pour responsables».

Céline Tabou



## La morale en politique

# Pas de réponse de Mme Bello sur son affaire avec la SEDRE

**H**ier matin à l'Espace Citoyen de Saint-Paul, Ary Yée-Chong-Tchi-Kan et son camarade Pierre Thiebaut sont revenus sur une question importante posée la veille par le candidat communiste lors du débat télévisé sur Réunion 1ère à la députée-maire et à laquelle elle n'avait pas répondu. Pourquoi pas de réponse à cette question claire, nette et précise? Pourtant cela concerne une affaire de gestion financière publique, qui pose un grave problème de morale en politique...



Pierre Thiebaut, secrétaire de la Section communiste de Saint-Paul, et Ary Yée-Chong-Tchi-Kan, le dirigeant du PCR qui conduit la liste Solidarité-Partage aux municipales dans cette commune. Ils ont posé cette question hier devant les journalistes : «Madame la Présidente de la SEDRE a-t-elle remboursé le prêt à taux préférentiel que lui a accordé Madame la Députée-Maire de la Commune de Saint-Paul sur le budget municipal?».

Cette affaire a été lancée le 30 mai 2013 lors d'une réunion du Conseil municipal de Saint-Paul, où a été votée par la maire et ses partisans une décision qui pose un problème sérieux. Ces élu(e)s ont décidé que la commune accorde à la Société d'Équipement mixte du Département de La Réunion (SEDRE) — présidée par la maire de Saint-Paul — un prêt de 1,9 million d'euros, à un taux préférentiel d'un pour cent, à rembourser pour 80% en mars 2014 (les 20% restants en mars 2015).

Or ce vote est intervenu malgré les questions fondamentales posées par le conseiller municipal communiste Pierre Thiebaut, notamment sur les risques encourus par la commune dans cette opération financière. Comme par exemple : compte tenu des difficultés financières de la SEDRE, les délais du remboursement ne sont-ils pas trop courts ?

Et lorsqu'Ary Yée-Chong-Tchi-Kan a demandé mercredi soir à la télé à la maire de Saint-Paul si le prêt sera remboursé par la SEDRE à la commune d'ici la fin mars à 80%, il n'a pas obtenu de réponse à ce propos. Mme Bello a parlé de tout autre chose, complètement hors-sujet...

**«Elle apporte de l'eau à son moulin»**

Conseil municipal, Pierre Thiébaut avait également interrogé ses collègues conseillers sur la justesse du taux d'intérêt préférentiel et sur le droit de la maire de Saint-Paul de voter pour une telle avance de trésorerie à une société dont elle est la présidente et où «elle apporte de l'eau à son moulin». Sur le premier point, pas de réponse; sur le second : "oui, c'est légal!". Mais hier devant les journalistes, le dirigeant du PCR qui conduit la liste Solidarité-Partage aux municipales, a de nouveau évoqué ces sujets, en demandant notamment s'il n'y a pas là un problème d'éthique; «Mme Bello n'aurait-elle pas dû se retirer de cette délibération sur un plan moral?». Cette question est d'autant plus importante aujourd'hui que «le déficit de la SEDRE n'a pas cessé de se creuser ces dernières années, passant de 7 millions d'euros en 2008 à 13 millions actuellement, en raison d'une mauvaise gestion».

En conclusion, nous citerons cette question posée par la Section communiste de Saint-Paul dans le message envoyé aux médias avec les documents du Conseil municipal de juin 2013 : «Madame la Présidente de la SEDRE a-t-elle remboursé le prêt à taux préférentiel que lui a accordé Madame la Députée-Maire de la Commune de Saint-Paul sur le budget municipal?». On attend sa réponse...

Le 30 mai 2013, durant cette séance du

Correspondant

## Le PCR solidaire de Claude Hoarau

«Le Parti communiste réunionnais fait part de son indignation à la suite de la décision de la Cour de Cassation, et de sa solidarité avec Claude Hoarau injustement sanctionné.

En effet, cette décision tombe en pleine campagne électorale, à 10 jours du premier tour, pour des accusations remontant à 2008.

Comme notre camarade Claude Hoarau l'a rappelé, son principal adversaire, Cyrille Hamilcaro, a été condamné en première instance et en appel pour des faits d'une gravité extrême pour un élu. Ces détournements datent de 2002, mais à ce jour Cyrille Hamilcaro n'a pas encore reçu la notification de condamnation définitive émanant de la Cour de Cassation. Il a donc décidé de se présenter aux élections municipales, ce qui pose la question de la sincérité du scrutin. Car la notification tombera sans doute quelques jours après les élections, et elle frappera donc une personne qui peut être élue dans 15 jours au Conseil municipal de Saint-Louis.

Sur le fond de l'affaire, le PCR s'étonne de

la lourdeur de la sanction décidée par des juges. En effet, Mme Etangsale n'a pas été embauchée par la municipalité de Saint-Louis dirigée par Claude Hoarau. Or, d'autres élections sont émaillées de cas qui sont eux répréhensibles.

Il suffit de se rappeler de plusieurs embauches au lendemain d'une élection. Un candidat était tête de liste au premier tour. Entre les deux tours, il se retire et appelle à voter pour la personne qui a été élue. Il a ensuite été embauché par cette collectivité.

Autre exemple: une ancienne élue faisait une campagne active pour un candidat à la présidence d'une institution. Elle a ensuite été recrutée par un satellite de cette collectivité. Cette impunité ne manque pas de susciter des interrogations.

C'est pourquoi le Parti communiste réunionnais fait part de sa solidarité sans faille avec un camarade injustement mis en cause.

Loin d'affaiblir le PCR, une telle décision ne manquera pas de renforcer la détermination de tous les militants engagés dans la bataille.»

## Beau meeting mercredi soir à la Rivière des Galets

# Loulou poursuit sa campagne d'explication



Le rouge dominait, mardi soir à la Rivière des Galets, dans une ambiance de mobilisation bon enfant (photos A.D.)

Un meeting chaque soir, c'est à ce rythme qu'Henri Hippolyte poursuit sa campagne d'explication dans les quartiers de la commune du Port. Dans la sérénité et avec le sérieux qui le caractérise. Mercredi soir, "Le Port, nout combat, nout fierté" tenait meeting au cœur du village de la Rivière des Galets, sur la place du roi Galet.

Le public avait garni les marches qui forment comme un amphithéâtre autour de la place, et la place elle-même était abondamment remplie. L'ambiance, dès l'arrivée du groupe de jeunes, expert en animation sonore et musicale, a monté crescendo tout au long du meeting. Les applaudissements ont ponctué les belles interventions des orateurs, dont un certain nombre prenait la parole pour la première fois.

Des discours marqués par la sincérité et la générosité, de la part des candidats de la Rivière des Galets qui ont expliqué leurs motivations pour répondre à l'appel de Loulou sur cette liste renouvelée et ouverte sur l'avenir. Présentés par Virgil Rustan, secré-

taire de la section PCR du Port, se sont exprimés successivement Willy Magdeleine, Anésie Dary, Martin Nassibou, Pascal Lear et Naren Mayandy. L'accueil qui leur a été fait leur a tout de suite permis d'être "dans le bain" et de faire passer le courant.

Il en a été de même avec les intervenants suivants, orateurs aguerris s'il en est. Michel Séraphine s'est exprimé avec la fougue qu'on apprécie bien chez lui. Jean-Yves Langénier a comme à l'accoutumée fait œuvre de pédagogie, face à un auditoire qui l'avait accueilli par une salve de battements de mains chaleureux. Et pour le final, il est revenu à Loulou de couronner ce beau meeting. Il l'a fait avec sa touche personnelle, faite de fermeté et de rigueur - quand il démasque les mensonges propagés par l'adversaire -, mais aussi d'humour et de joie de vivre.

Le maloya final a été au diapason de la soirée, une soirée exceptionnelle à dix jours d'un vote historique.

A.D.



**"Alon sazanrézoné"**

Billet philosophique

## Quel pouvoir de décision du peuple réunionnais ?

De plus en plus de Réunionnais se posent les questions fondamentales qui concernent l'avenir du pays. Comme des philosophes du monde entier, des compatriotes amoureux de La Réunion et solidaires de leur peuple réfléchissent à leur sort et à leur destin afin d'assumer leurs responsabilités. On en a eu encore la preuve lors de plusieurs rencontres socio-culturelles la semaine dernière, où la problématique essentielle du pouvoir de décision du peuple réunionnais sur tout ce qui le concerne au quotidien a été évoquée avec force par divers intervenants.



La conteuse et artiste réunionnaise Ketty Lisador. «Lo sor pou délivrans; sor dann fénwar-la».

La première de ces rencontres est celle du mardi 4 mars au Centre Saint-Ignace, où un forum-débat a été animé par l'évêque de l'Église catholique à La Réunion sur les enseignements à tirer — en tant que Réunionnais — de l'appel lancé aux fidèles du monde entier par le pape François dans son exhortation apostolique intitulée "La joie de l'Évangile". D'où cette question : «Pour notre diocèse, comment nous laisser guider par cette inspiration du pape François, qui veut nous secouer en nous provoquant à l'engagement "à partir de la conscience des défis qui (nous) sont propres et de ceux qui (nous) sont proches", c'est à dire ceux de notre société réunionnaise, solidaire des autres îles du sud-ouest de l'océan Indien ?».

Monseigneur Gilbert Aubry a apporté de nombreuses réponses très intéressantes à cette question, en s'appuyant notamment sur notre Histoire, dominée depuis 350 ans dit-il par «une économie coloniale»; «nous avons été piégés par cette économie; soyons donc conscients d'être un peuple; il faut que le maximum de décisions fondamentales soient prises à La Réunion; développons notre identité, ouverte sur l'In-

dianocéanie et le monde; il faut que nous devenions responsables de notre société». Des propos soutenus par l'ensemble des participants à ce débat.

### Qui évoque cette question ?

Le lendemain, à la Fac de Lettres, l'Arcadie de La Réunion a organisé un débat avec la Jeune Chambre Économique et avec Junior Univ'R sur "L'insertion des jeunes à La Réunion; quelles perspectives ?". Là également, plusieurs intervenants ont insisté sur «la nécessité de se mobiliser ensemble pour éveiller les consciences sur la gravité de nos problèmes sociaux et pour lutter en faveur des solutions à mettre en œuvre nous-mêmes».

Ce fut en particulier le sens de l'intervention d'André Oraison, professeur de Droit à l'Université de La Réunion, qui a lancé un appel à «s'orienter vers la voie de la responsabilité, après celle de la liberté en 1848 et celle de l'égalité en 1946; pour cela, il faut aller vers une fusion de la Région et du Département, comme Paul Vergès l'a proposé au sénat le 4 octobre 2012, et permet-

tre à La Réunion de légaliser de façon spécifique sur son territoire».

Il se trouve que, lors des diverses réunions de travail organisées par le Collectif Je Marche pour la Culture à La Réunion autour de Lolita Monga, les acteurs culturels réunionnais ont mis en avant — comme problème essentiel à résoudre pour promouvoir la kiltir dan nout péi — «la question de la gouvernance réunionnaise». Et parmi les candidat(e)s aux élections municipales du 23 mars, qui évoque cette question ?

### Une belle perspective

À ce propos et pour conclure ces réflexions, nous citerons deux œuvres artistiques qui viennent de paraître et qui en parlent. La première est une chanson de campagne diffusée dans les meetings de la liste conduite par le dirigeant communiste Ary Yée-Chong-Tchi-Kan à Saint-Paul sous le titre : «À vous de jouer»; c'est un message délivré par des enfants-adolescents, de 12 ans et plus, à leurs parents, qui doivent prendre des décisions qui influenceront leur avenir : «Notre avenir est entre vos mains, décidez s'il sera bien. À vous de jouer. Bientôt ce sera à notre tour».

La seconde est ce beau recueil de poèmes, proclamés jeudi dernier dans l'amphi Élie de l'Université par la conteuse Ketty Lisador et rédigés par Yvannick Varatchia, une enseignante de la langue arabe et poétesse créole, sous le titre : "Lo sor". Avec cette perspective : «lo sor pou délivrans; sor dann fénwar-la; arèt akiz out kamarad; gard out kèr pir; èm out frèr; agard pa son koulèr, son kondision, son léta, son krwayans, son labiyman pou èm ali...». Une belle perspective, non ?

Roger Orlu

(\*) Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

# Otè!

I fo ou i kriy kan ou i gingn ankor !

Rogré i vien apré la mor !

Mèrkrodi soir, moin la parti in manifèstasion bann z'aktèr kiltirel. L'avé in pé d'moun: dann télé la di l'avé in santène personé. Mi pans té i sifi kont lo nonm lo pyé épi diviz par dé... Toutfason l'avé poin dmoun par milyé, sansa noré fé in révolisyon oir sa isi La Rényon. Pou komansé l'avé plizyèr pano avèk lo nom bann téat, sansa bann sal. Aprés, l'avé l'nom désèrtin métyé kiltirèl. Aprés ankor l'avé inn-dé kozman konm "la kiltir, sé in droi", osinonsa la kiltir pou vanj kont lo shomaj.

Pou kosa banna té apré manifèsté? Pars, solon zot, gouvèrman i vé raz a sèk dann bidjé la kiltir. Mi pans lé vré, pars kan i vé résèr in bidjé i komans par rabote bidjé la kiltir, aprés a rabote lo sosyal. Gouvèrman i vé diminyé lo bidjé an zénéral é li rode partou sinkant milyar pou lé troi z'ané k'i vien. Lé vré li di i fo fèr myé avèk moins, mé Sarkozy té i di sa dann son tan é in pé la santi la doulèr kisoï an goumantasion l'inpo, kisoï an diminisyon bann sibvansion. Astèr i domann bann koléktivité lokal raz la pint pli vit posib.

Kosa i pé arivé? In pé bann projé kiltirèl va kapoté sirman. Aprés, nora in pé plis shomèr an parmi bann travayèr la kiltir, in pé moins shif d'afèr dann la kiltir, donk va nya-bou goumant ankor la kriz... Mé d'aprè zot, la kiltir sa in n'afèr i èd lékonomi épi iède l'anploi sa? A tou lé kou; la prèv, kan lo mizé Beaubourg la désantraliz dan l'est La Frans, la goumant l'aktivité dann l'androï. Mi koné pa bien sak i apèl lo bann rotonbé la MCUR, mé moin lé sir nora donn in bon rézilta, dsi larzan améné dann l'androï, épi dsi lo bann pèrsonè apré travay dann mizé-la... Arzout ankor tram-train té i doi pass par la...

Pou finir, pou moin bann demoun la manifès mèrkrodi soir l'avé rézon. Biensir i fo ou i kriy kan ou i gingn ankor! Biensir lo rogré, i vien apré la mor.

Justin

NB Pou monpar moin la poz amoin dé késtyon: Inn, aköz in bonpé d'moun i koz fransé an parmi banna? Aköz in bonpé i koz pa kréol? In n'ot zafèr, moin té a dmandé, an moin mèm, si in bonpé moun la, té pou la mcur. Touléka kan la fini avèk la mcur, moin la pa tandi tro d'moun fé antann zot kolèr.